

**Conseil économique et social**

Distr. générale

21 juin 2017

Français

Original : anglais/espagnol/français

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Recueil des décisions adoptées par le Conseil
d'administration à sa session annuelle de 2017***Décision**Page***Session annuelle, du 13 au 15 juin 2017**

2017/5	Descriptifs de programme de pays.....	2
2017/6	Prorogation de programmes de pays en cours.....	2
2017/7	Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF pour 2016.....	2
2017/8	Plan stratégique de l'UNICEF pour la période 2018-2021, projet pour examen.....	3
2017/9	Rapports d'évaluation, vues et réponse de la direction	4
2017/10	Audit interne et investigations.....	5



2017/5

Descriptifs de programme de pays

Le Conseil d'administration

1. *Note* que le descriptif de programme de pays, y compris le budget indicatif global, pour le Cameroun ([E/ICEF/2017/P/L.3](#)) a été mis à la disposition des États Membres pour commentaires et contributions du 20 mars au 7 avril 2017, conformément à sa décision 2014/1 sur la modification des procédures d'examen et d'approbation des descriptifs de programme de pays;

2. *Approuve* selon la procédure d'approbation tacite, et conformément à sa décision 2014/1, le descriptif de programme de pays, accompagné d'un budget indicatif global, concernant le Cameroun ([E/ICEF/2017/P/L.3](#)).

Session annuelle
13 Juin 2017

2017/6

Prorogation de programmes de pays en cours

Le Conseil d'administration

Prend note de la prorogation pour un an des programmes de pays du Lesotho, du Libéria et du Nicaragua, qui est approuvée par le Directeur général et détaillée dans un tableau figurant dans le document [E/ICEF/2017/P/L.4](#).

Session annuelle
13 Juin 2017

2017/7

Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF pour 2016

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF sur l'exécution et les résultats obtenus en 2016 et sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet et le Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017 ([E/ICEF/2017/6](#) et Add.1);

2. *Prend également acte* du rapport de l'UNICEF sur les recommandations du Corps commun d'inspection ([E/ICEF/2017/8](#));

3. *Prie* l'UNICEF de tenir compte des enseignements tirés des analyses des résultats pertinentes effectuées conformément au Plan stratégique de l'UNICEF, 2014-2017, y compris du rapport intitulé « Fonds des Nations Unies pour l'enfance : examen de l'efficacité du développement, de 2012 à 2015, et réponse de l'administration », dans l'établissement du Plan stratégique pour la période 2018-2021, et demande instamment à l'UNICEF de préciser les produits à obtenir et les indicateurs de résultats et d'impact en consultation avec les groupes chargés de la mise en œuvre des programmes dans l'organisation;

4. *Rappelle* sa décision 2013/5, dans laquelle il a prié l'UNICEF de recommander les modifications susceptibles d'être apportées aux taux de

recouvrement des coûts approuvés, qui seraient présentées à la session annuelle de 2016, note que cette procédure a été retardée et prie l'UNICEF, agissant en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de poursuivre les consultations avec les États Membres en ce qui concerne les politiques de recouvrement des coûts et de présenter des propositions fondées sur l'analyse des faits qui visent à harmoniser les politiques de recouvrement des coûts du FNUAP, d'ONU-Femmes, du PNUD et de l'UNICEF, en apportant des modifications si nécessaire, afin que les Conseils d'administration respectifs puissent les examiner à leur session annuelle de 2018 au plus tard;

5. *Souligne* que l'UNICEF doit continuer d'améliorer la transparence en matière d'utilisation des ressources pour atteindre les objectifs des programmes et accroître l'efficacité et l'efficience organisationnelles, et prie l'UNICEF de donner, dans ses plans et rapports financiers, davantage de précisions sur la façon dont les ressources ordinaires (de base) sont allouées et employées, et, entre autres, sur la répartition des dépenses entre les différentes rubriques budgétaires, notamment les dépenses de personnel;

6. *Décide* de transmettre au Conseil économique et social les rapports susmentionnés ainsi qu'un résumé des observations et orientations qu'il a formulées.

*Session annuelle
15 Juin 2017*

2017/8

Plan stratégique de l'UNICEF pour la période 2018-2021, projet pour examen

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du document intitulé « Plan stratégique de l'UNICEF pour la période 2018-2021, projet pour examen » et encourage l'établissement et l'examen en temps voulu de tous ses éléments ou chapitres et des documents connexes, tels que le budget intégré pour la période 2018-2021, le cadre de résultats, la théorie du changement, le Plan d'action pour l'égalité des sexes pour la période 2018-2021 et les politiques de recouvrement des coûts, conformément à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et au Programme de développement durable à l'horizon 2030;

2. *Prie* l'UNICEF de collaborer étroitement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), conformément à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, afin de définir des indicateurs mesurables communs portant sur les domaines dans lesquels toutes les instances profitent des avantages apportés par la collaboration, domaines qui sont recensés dans le Plan stratégique, notamment son chapitre commun;

3. *Prie également* l'UNICEF, dans la prochaine version du projet : a) de définir plus en détail les moyens d'appliquer le principe consistant à « ne laisser personne de côté », dans le cadre de son mandat et en tenant compte de ses

compétences particulières, en particulier en ce qui concerne la création, le développement et le renforcement des capacités nationales telles que définies dans l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, conformément aux politiques, plans, priorités et besoins nationaux en matière de développement; b) de donner plus de précisions sur les mesures concertées visant à tenir systématiquement compte de l'égalité des sexes, à traiter la question du handicap et à renforcer les capacités des institutions et des pays en vue d'obtenir des résultats efficaces et effectifs; c) de décrire concrètement la stratégie qu'il applique en matière d'aide humanitaire, notamment les mesures qu'il prend, s'il y a lieu, pour accroître la cohérence et la complémentarité de l'action qu'il mène dans ce domaine avec ses activités d'aide au développement, compte tenu des enseignements tirés du plan stratégique 2014–2017, et de faire apparaître cette description dans le cadre de résultats et dans la théorie du changement; d) d'éclaircir la théorie du changement, des contributions jusqu'aux résultats, pour qu'elle tienne compte des directives et de la terminologie commune relatives à la gestion axée sur les résultats qui ont été établies par le Groupe des Nations Unies pour le développement;

4. *Prie en outre* l'UNICEF de faire une place aux enseignements tirés du budget intégré pour 2014-2017, notamment ceux qui concernent la budgétisation axée sur les résultats, dans l'élaboration du budget intégré pour 2018-2021;

5. *Souhaite* que l'UNICEF continue de présenter en temps voulu le projet de budget intégré, en y indiquant toutes les sources de financement pertinentes, pour examen par les États membres.

*Session annuelle
15 Juin 2017*

2017/9

Rapports d'évaluation, vues et réponse de la direction

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel de 2016 sur la fonction d'évaluation à l'UNICEF ([E/ICEF/2017/11](#));

2. *Engage* l'UNICEF à poursuivre ses activités de renforcement des capacités internes visant à remédier aux insuffisances constatées en ce qui concerne la portée de l'évaluation de l'aide humanitaire, conformément à son mandat, à prendre des mesures supplémentaires pour combler les lacunes dans la portée de l'évaluation des priorités intersectorielles, notamment l'égalité des sexes, et à renforcer les évaluations d'impact;

3. *Se félicite* que l'UNICEF s'efforce de consacrer 1 pour cent des ressources qui lui sont allouées à l'évaluation, comme il s'y est engagé, constate toutefois avec préoccupation que cet objectif n'a été atteint ni en 2015, ni en 2016, et prie par conséquent l'UNICEF de lui présenter des plans d'action pour y parvenir;

4. *Demande* que des informations à jour sur ces questions lui soient présentées à sa session annuelle de 2018;

5. *Prend note* du rapport de l'UNICEF sur l'examen de l'efficacité du développement pour 2012-2015 (United Nations Children's Fund (UNICEF):

Review of development effectiveness, 2012-2015), attend avec intérêt de voir appliquées les actions décrites par la direction dans sa réponse et demande que des informations à jour sur la mise en œuvre des recommandations formulées au terme de l'examen lui soient communiquées à sa session annuelle de 2018;

6. *Prie* l'UNICEF de poursuivre sa collaboration et ses initiatives d'évaluation conjointe avec les autres organismes des Nations Unies, en particulier les fonds et programmes.

*Session annuelle
14 Juin 2017*

2017/10

Audit interne et investigations

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel de 2016 que lui a soumis le Bureau de l'audit interne et des investigations de l'UNICEF ([E/ICEF/2017/AB/L.2](#)), et notamment de l'opinion générale émise sur l'adéquation du dispositif de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle de l'UNICEF, et prie le Bureau de lui fournir dans ses prochains rapports annuels davantage d'éléments d'analyse à l'appui des avis ainsi exprimés;

2. *Se félicite* de la réflexion menée par le Bureau sur sa propre direction stratégique et de son intention de mettre davantage l'accent sur la gestion des principaux risques et problèmes, notamment le risque de fraude;

3. *Attend avec intérêt* de voir appliquées les mesures énoncées par la direction dans sa réponse et demande que des informations à jour sur la mise en œuvre des recommandations lui soient communiquées à sa session annuelle de 2018;

4. *Prend note* des recommandations faites à la direction par le Comité consultatif pour les questions d'audit, demande instamment au Directeur exécutif de s'assurer que les cadres de l'UNICEF comprennent bien le rôle du Comité et salue la détermination de la direction à examiner l'ensemble des recommandations formulées par le Comité;

5. *Se déclare préoccupé* par les risques systématiquement répertoriés dans les rapports d'audit dans plusieurs domaines, à savoir la gestion axée sur les résultats, la gouvernance et la responsabilité ainsi que les approvisionnements et la logistique, et prie instamment la direction d'accorder la priorité à la mise en œuvre de mesures destinées à réduire ces risques récurrents;

6. *Note avec satisfaction* la baisse constante du nombre de mesures en attente d'application depuis plus de 18 mois;

7. *Se félicite* que l'UNICEF prévoie d'achever et d'appliquer une stratégie renforcée de lutte contre la fraude comme suite aux recommandations formulées par le Corps commun d'inspection dans son rapport sur la prévention, la détection et la répression de la fraude, et prie l'UNICEF de lui faire rapport sur la mise en œuvre de cette stratégie;

8. *Note avec satisfaction* que le taux d'application des recommandations d'audit atteignait 99,6 % en décembre 2016;

9. *Note avec préoccupation* le faible taux de recouvrement des fonds détournés et prie instamment la direction de faire tout son possible pour garantir le recouvrement rapide des pertes mises au jour par les enquêtes, le cas échéant, et de renforcer le contrôle des tierces parties;

10. *Demande* à la direction de lui fournir régulièrement des informations à jour sur le recouvrement d'avoirs, y compris les tendances en la matière, à sa session annuelle;

11. *Demande* à l'UNICEF de prendre des mesures énergiques pour faire baisser le nombre de notes non satisfaisantes attribuées au terme des audits internes;

12. *Se félicite* que l'UNICEF applique la politique harmonisée concernant les transferts de fonds et encourage sa mise en œuvre partout où elle se justifie;

13. *Prie* l'UNICEF de fournir, dans le rapport annuel du Bureau de l'audit interne et des investigations, des informations sur les enquêtes que celui-ci réalise et sur les mesures prises à la suite de ces enquêtes, conformément aux politiques et directives existantes de l'UNICEF sur la communication de l'information;

14. *Prie également* l'UNICEF de continuer d'allouer au Bureau de l'audit interne et des investigations des ressources suffisantes pour lui permettre de réaliser chaque année un nombre satisfaisant d'audits internes et d'enquêtes, et souhaite qu'une rubrique spécialement consacrée au Bureau figure dans les prochains budgets.

*Session annuelle
15 Juin 2017*